

ACTION URGENTE

MOZAMBIQUE. ACCUSÉ D'ÊTRE UN MEMBRE DE L'OPPOSITION, IL EST LA CIBLE DE TIRS

Des hommes appartenant, semble-t-il, aux services secrets ont arrêté arbitrairement Benedito Sabão, l'ont détenu et ont tiré sur lui parce qu'il aurait soutenu la RENAMO, principal parti d'opposition au Mozambique. Rescapé de cette tentative d'homicide, il est soigné actuellement dans un centre médical privé de Maputo, la capitale, mais il continue de recevoir des menaces de mort.

Le 10 mai, **Benedito Sabão**, un paysan de la ville de Catandica (province de Manica), vendait du maïs à un magasin afin d'acheter du lait pour ses jumeaux nouveau-nés lorsque trois hommes en civil sont arrivés, l'ont arrêté sans explication et l'ont emmené au poste de police (Comando Distrital de Catandica). Une fois au poste, ces hommes appartenant, semble-t-il, aux services secrets (Serviço de Informações e Segurança do Estado, SISE) lui ont demandé de révéler où se trouvaient certains membres de la Résistance nationale mozambicaine (RENAMO), principal parti d'opposition. Benedito Sabão a affirmé qu'il ne connaissait aucun membre de la RENAMO. Il a ensuite été menotté et placé en cellule seul. Le commandant du poste et le directeur de la police locale chargée des enquêtes criminelles sont arrivés et se sont mis à le frapper avec la crosse d'un pistolet pour lui faire « avouer » qu'il était membre de la RENAMO.

Dans la nuit du 11 au 12 mai, les trois hommes qui avaient arrêté Benedito Sabão l'ont conduit dans une forêt isolée, non loin de Catandica. Ils lui ont dit qu'il allait être tué « exactement de la même manière que d'autres membres de la RENAMO » et qu'il allait « les rejoindre dans la tombe ». Benedito Sabão est parvenu à prendre la fuite et les hommes ont tiré dans sa direction. Trois balles l'ont touché, au pied et au bras, et une quatrième l'a effleuré. Il s'est caché un moment, puis s'est remis à marcher pour tenter de trouver quelqu'un.

Le 12 mai au matin, il a réussi à prendre un vol pour Maputo, la capitale. Le 13 mai, il a subi une intervention chirurgicale à l'hôpital central, où il est toujours soigné. Le 16 mai vers 22 heures, des hommes sont arrivés dans le service en accusant Benedito Sabão d'être un membre de la RENAMO. Plusieurs d'entre eux portaient des uniformes de police et les autres, en civil, étaient probablement des agents des services secrets. Le 19 mai, des inconnus armés de pistolets ont essayé d'entrer par une fenêtre. Le 20 mai dans l'après-midi, Benedito Sabão a été transféré dans un centre médical privé, sous l'escorte de deux voitures de police dépêchées par la procureure générale. Des journalistes et des représentants de Human Rights League, une organisation non gouvernementale (ONG) locale, et d'Amnesty International l'ont accompagné.

Benedito Sabão souhaite quitter le Mozambique avec sa famille car il ne s'y sent pas en sécurité.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en portugais ou dans votre propre langue :

- exhortez les autorités à empêcher les représentants de l'État d'attaquer et de harceler Benedito Sabão, notamment pendant son hospitalisation, et à veiller à ce qu'il ne soit pas pris pour cible en raison de ses opinions politiques présumées ;
- priez-les instamment de diligenter une enquête indépendante, impartiale et efficace sur la détention, les mauvais traitements présumés et les tirs dont Benedito Sabão a été victime, et de traduire en justice les responsables présumés de ces agissements.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 6 JUILLET 2016 À :

Ministre de la Justice et des Affaires constitutionnelles et religieuses

Isaque Chande
Av. Julius Nyerere, 33
Maputo, Mozambique
Fax : +25821494264

Courriel :

[AFR_12_3880_2016_ext_eng.docx](#)

Formule d'appel : *Your Excellency, / Monsieur le Ministre,*

Procureure générale

Beatriz Buchili
Av. Vladimir Lenine, 121
Maputo, Mozambique
Fax : +25821304299

Formule d'appel : *Dear Public Prosecutor, / Madame la Procureure générale,*

Copies à :

Président de la Commission nationale des droits humains (CNDH)

Custódio Duma
Av. Fernão de Magalhães, 63, 1st floor
Maputo, Mozambique
Courriel : comissao.direitos@gmail.com

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Mozambique dans votre pays (adresse/s à compléter) :

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax number.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

MOZAMBIQUE. ACCUSÉ D'ÊTRE UN MEMBRE DE L'OPPOSITION, IL EST LA CIBLE DE TIRS

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Filipe Nyussi, membre du Front de libération du Mozambique (FRELIMO), le parti au pouvoir, a officiellement pris ses fonctions à la présidence le 15 janvier 2015, après avoir remporté 57 % des voix lors des élections d'octobre 2014.

Afonso Dhlakama, dirigeant du principal parti d'opposition, la Résistance nationale mozambicaine (RENAMO), a contesté le résultat de ce scrutin et a boycotté l'ouverture du Parlement en janvier. Tout au long de l'année 2015, la RENAMO a fait campagne en faveur de l'autonomie provinciale dans les régions du centre et du nord, où elle affirmait avoir obtenu la majorité des voix. En avril 2015, le Parlement a rejeté une proposition de loi présentée par la RENAMO qui visait à officialiser l'autonomie régionale.

En septembre 2015, les affrontements entre les militaires et des éléments armés de la RENAMO ont repris après plusieurs mois de tensions postélectorales. Le 13 septembre, le convoi d'Afonso Dhlakama a été la cible de tirs alors qu'il était en campagne dans la province de Manica. L'enquête sur cet accident est en cours.

En raison des tensions et des affrontements entre forces gouvernementales et éléments armés de la RENAMO, de plus en plus de personnes se sont réfugiées au Malawi. Il y aurait des morts des deux côtés mais on en ignore le nombre. Le 18 février 2016, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a indiqué que plus de 6 000 personnes, principalement des femmes et des enfants, avaient demandé l'asile au Malawi depuis décembre 2015. Le directeur de l'Institut national d'aide aux réfugiés, un organe gouvernemental, a déclaré qu'il ne s'agissait pas de réfugiés mais de citoyens exerçant leur « droit de circuler librement ».

Nom : Benedito Sabão
Homme